

Sabine LECLERCQ
vice-président, juge des libertés et de la
détention

N°RG : N° RG 20/00511 - N° Portalis
DBYB-W-B7E-MSKF

Minute n° : 20/00340

Nous Sabine LECLERCQ, Vice-président au tribunal judiciaire de Montpellier, Juge des libertés et de la détention assistée de Jessica GIROIX, greffier,

Vu la décision de réadmission en soins psychiatriques contraints prise par le directeur de l'hôpital de Montpellier en date du 30 avril 2020,

concernant : **Monsieur** |
né le 21 Février 1971 à MONTPELLIER (HERAULT)
45 rue Gaston Baissettes
Bât 6 Entrée 29 Logement 57 60
34090 MONTPELLIER

Vu la saisine en date du 06 Mai 2020 de **M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE** et les pièces jointes à la saisine,

Vu les avis adressés le 06 Mai 2020 à :

- **Monsieur le Procureur de la République**
- **M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE**
- **Association UDAF (curateur)**
- **Monsieur**
- **Monsieur**

Vu l'avis de monsieur le Procureur de la République en date du 7 mai 2020,

Vu l'avis adressé, avec le dossier, à la coordination avocat indiquant qu'il appartiendra à l'avocat désigné par le Bâtonnier de transmettre au greffe JLD, par tout moyen, ses écritures ou observations, avant le 11 mai 2020 à 9H00, date à laquelle le juge statuera sur la demande ;

Vu l'impossibilité de recourir à la visio-conférence, le pôle psychiatrie du CHU de Montpellier ne disposant pas du matériel nécessaire ;

Vu l'article 8 de l'ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale sur le fondement de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, prévoyant la possibilité pour le juge, dans les procédures où la représentation par avocat est obligatoire, de décider que la procédure se déroule sans audience, sans qu'il lui soit nécessaire de recueillir préalablement l'accord des parties ;

Le juge des libertés et de la détention, saisi de la demande de contrôle de la mesure de soins psychiatriques sans consentement de **Monsieur**, a décidé, en raison de la crise sanitaire actuelle, que la procédure se déroulerait sans audience et a fixé au 11 mai 2020 la date à laquelle il statuerait sur la demande.

Monsieur | a été informé qu'il peut lui-même consulter la procédure, faire des observations écrites et s'entretenir par téléphone avec son conseil.

L'avocat de l'intéressé a pu consulter la procédure et s'entretenir librement avec lui, par téléphone.

Vu l'absence d'observations écrites transmises par le patient,

Vu les conclusions déposées par Me TAKROUNI Zohra le 10 mai 2020, avocat désigné d'office pour représenter **Monsieur**

MOTIFS DE LA DECISION

Sur les moyens de nullité :

Sur le recours à l'article 8 de l'ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 :

Attendu que l'article 8 de l'ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale sur le fondement de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, dispose : "Lorsque la représentation est obligatoire ou que les parties sont assistées ou représentées par un avocat, le juge ou le président de la formation de jugement peut décider que la procédure se déroule selon la procédure sans audience. Elle en informe les parties par tout moyen. A l'exception des procédures en référé, des procédures accélérées au fond et des procédures dans lesquelles le juge doit statuer dans un délai déterminé, les parties disposent d'un délai de quinze jours pour s'opposer à la procédure sans audience. A défaut d'opposition, la procédure est exclusivement écrite. La communication entre les parties est faite par notification entre avocats. Il en est justifié dans les délais impartis par le juge" ;

Attendu que le recours à la procédure sans audience de l'article 8 de l'ordonnance n°2020-304, sans recueil de l'accord des parties ni possibilité pour elles de s'y opposer, est applicable en matière de soins sans consentement puisque la représentation par avocat est obligatoire et que le juge doit statuer dans un délai déterminé ;

qu'il ne résulte pas de ce texte que l'impossibilité du recours à la visioconférence ou tout autre moyen de communication électronique serait une condition de sa mise en œuvre ;

Attendu que le juge a entendu, au cas présent, recourir à la procédure sans audience telle que légalement autorisée ;

que ce recours n'a pas privé le patient d'un accès au juge puisqu'il a été invité à lui adresser des observations par écrit, possibilité dont **Monsieur I** n'a pas souhaité faire usage ;

qu'il n'a pas davantage été privé d'un accès à un avocat, puisqu'un entretien téléphonique a eu lieu avec Me TAKROUNI le 07/05/2020 à 15 H 45 ;

que les conditions de mise en relation avec l'avocat par téléphone (appel par l'hôpital à l'avocat qui a donné son numéro de téléphone) garantissent que l'interlocuteur du patient est bien son conseil et ne respectent pas moins la confidentialité de l'échange qu'un entretien par visioconférence, étant rappelé que le fonctionnement actuel a été décidé dans le contexte de l'épidémie covid-19 pour limiter au maximum les contacts physiques entre les personnes ;

que les droits de la défense ont été respectés ;

que cette procédure ne méconnaît en rien les dispositions de l'article 6.1 de la convention européenne des droits de l'homme et du citoyen prévoyant que "Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi (...)" ;

que le moyen sera rejeté ;

Sur la qualité du psychiatre ayant rédigé le certificat de réadmission en hospitalisation complète :

Attendu que l'article L3211-11 du code de la santé publique dispose : "Le psychiatre qui participe à la prise en charge du patient peut proposer à tout moment de modifier la forme de la prise en charge mentionnée à l'article L. 3211-2-1 pour tenir compte de l'évolution de l'état de la personne. Il établit en ce sens un certificat médical circonstancié.

Le psychiatre qui participe à la prise en charge du patient transmet immédiatement au directeur de l'établissement d'accueil un certificat médical circonstancié proposant une hospitalisation complète lorsqu'il constate que la prise en charge de la personne décidée sous une autre forme ne permet plus, notamment du fait du comportement de la personne, de dispenser les soins nécessaires à son état. Lorsqu'il ne peut être procédé à l'examen du patient, il transmet un avis établi sur la base du dossier médical de la personne." ;

Attendu en l'espèce que **Monsieur** a été admis en soins psychiatriques sans consentement depuis le 23/11/2016, par décision du directeur du CHU de Montpellier ; qu'après une période en programme de soins, il a été réintégré en hospitalisation complète le 30/04/2020, au vu du certificat médical du Dr A. CHAREF en date du 30/04/2020 proposant la modification de la forme de la prise en charge ;

qu'il ne ressort d'aucune pièce du dossier que le Dr A. CHAREF, auteur de ce certificat, médecin aux urgences psychiatriques au CHU de Montpellier, participe à la prise en charge du malade ;

que le certificat critiqué ne mentionne pas que le médecin aurait, avant sa rédaction, consulté le dossier médical du malade ou pris attache avec son psychiatre référent le Dr Gérald CUEGNIET ;

que le patient est dans ces conditions fondé à se plaindre que la proposition de réadmission ait émané d'un médecin qui ne connaît pas sa problématique de santé ni l'historique de son suivi ;

que la réhospitalisation de **Monsieur** sur la base de ce certificat est donc irrégulière au regard des dispositions de l'article L. 3211-11 du code de la santé publique ;

qu'il convient en conséquence de donner main-levée de la mesure d'hospitalisation complète, et ce, sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens de nullité soulevés ;

que la main-levée toutefois, au vu des éléments médicaux à la procédure, sera différée d'une durée maximale de 24 heures à compter de la notification de l'ordonnance, par application des dispositions de l'article L. 3211-12-1.III du code de la santé publique, pour permettre à l'établissement de prendre le cas échéant un programme de soins ;

EN CONSEQUENCE

Statuant en chambre du conseil et en premier ressort,

Rejetons la demande de maintien en hospitalisation complète formulée par M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE à l'égard de Monsieur
et ORDONNONS la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète dans un délai maximal de 24 heures (art L3211-12 III du Code la santé publique)

Rappelons que le Procureur de la République dispose d'un délai de 6 heures à compter de la notification pour faire appel de la décision de la mainlevée ;

Rappelons qu'appel peut être interjeté de cette décision dans un délai de dix jours de sa notification, par déclaration écrite motivée transmise par tout moyen au greffe de la cour d'appel.

Ainsi rendue le 11 Mai 2020 par Sabine LECLERCQ, Vice-président, juge des libertés et de la détention assistée de Jessica GIROIX, greffier qui l'ont signée.

Le greffier,

Le juge des libertés et de la détention

Mentions de notification le 11 Mai 2020 :

- Monsieur le Directeur de l'établissement par courriel
- Monsieur , par l'intermédiaire du CHU
- Me TAKROUNI par courriel
- Monsieur) par lettre simple
- UDAF par courriel

- Monsieur le Procureur de la République par remise contre émargement le 11 mai 2020 à 14h37

Le greffier

Stéphane BÉRES

Nous, **VICE-PROCUREUR**, procureur de la République, déclarons :

- ☒ ne pas nous opposer à la mise à exécution de la présente décision
- ☐ nous opposer à la mise à exécution de la présente décision

Signature :

